



Dirima

SOCIÉTÉ - HABITAT

LES FRANCILIENS ET LA COVID-19

Octobre 2020 • www.institutparisregion.fr

LE CONFINEMENT : QUI L'A MAL VÉCU, ET POURQUOI ?

5%

DES FRANCILIENS ONT SÉJOURNÉ
EN DEHORS DE L'ÎLE-DE-FRANCE LORS
DU CONFINEMENT

17%

DES FRANCILIENS DÉCLARENT AVOIR
MAL VÉCU LE CONFINEMENT

24%

DES FRANCILIENS AYANT PASSÉ
LE CONFINEMENT EN HABITAT
COLLECTIF DÉCLARENT AVOIR MAL
VÉCU CETTE EXPÉRIENCE

24%

DES FRANCILIENS VIVANT
EN SITUATION DE SURPEUPLEMENT
DÉCLARENT AVOIR MAL VÉCU
CETTE EXPÉRIENCE

28%

DES ARTISANS, COMMERÇANTS
ET CHEFS D'ENTREPRISE DÉCLARENT
AVOIR MAL VÉCU CETTE EXPÉRIENCE

DU 17 MARS AU 11 MAI 2020, LA POPULATION FRANÇAISE A VÉCU UNE PÉRIODE DE CONFINEMENT INÉDITE DURANT LAQUELLE LES HABITUDES DE VIE EN LIEN AVEC LE TRAVAIL, LES MOBILITÉS, LA CONSOMMATION ET LE LIEU DE RÉSIDENCE ONT ÉTÉ CHAMBOULÉES. AU REGARD DES CONDITIONS DE LOGEMENT SI PARTICULIÈRES EN ÎLE-DE-FRANCE – FORTE DENSITÉ URBAINE, LOGEMENT PLUS PETIT... –, CET ÉPISODE A RÉVÉLÉ ET EXACERBÉ LES INÉGALITÉS DE CONDITIONS DE VIE DES FRANCILIENS.

Bien que l'Île-de-France ait été très tôt la région française la plus touchée par la Covid-19, pendant le confinement, près de neuf Franciliens sur dix ont continué à vivre dans leur logement habituel, en moyenne plus petit que dans les autres régions. Si la majorité d'entre eux affirme avoir bien vécu cette période, un sur six déclare néanmoins l'avoir mal vécue. Quels sont les facteurs associés à ce ressenti ? Pendant le confinement, chacun, tout en étant préoccupé par sa santé et celle de ses proches, a salué l'engagement des professionnels de santé face à la crise, a questionné sa situation professionnelle au regard du contexte et s'est interrogé sur le sens d'un quotidien bouleversé par l'épidémie ; autant de paramètres et de perceptions individuels ayant pu jouer sur le ressenti. Mais, dans ce contexte, comment les conditions de vie ont-elles joué sur la façon d'absorber le choc ?

L'enquête, commanditée par L'Institut Paris Region auprès de Médiamétrie et menée entre le 4 mai et le 19 mai, apporte un éclairage sur les liens entre le ressenti général des Franciliens et leurs conditions de logement.

UN EXODE VERS LA PROVINCE À RELATIVISER

Sur les 11 % de Franciliens ayant séjourné en dehors de leur résidence principale pendant le confinement, seuls 45 % ont passé la majorité de cette période en dehors de la région. Pour ceux ayant quitté leur résidence principale, la proximité a prévalu : 22 % ont résidé dans la même commune, 15 % dans une commune du même département et 18 % dans un autre département d'Île-de-France. Les habitants des communes les plus denses ont majoritairement migré vers des communes moins densément peuplées. C'est notamment le cas des Parisiens.

ENQUÊTE SUR LES FRANCILIENS ET LA COVID-19

Cette étude repose sur une enquête de L'Institut Paris Region, confiée à Médiamétrie, qui a interrogé un échantillon de 3 028 individus âgés de 18 à 75 ans, représentatif de la population d'Île-de-France par département. Le terrain d'enquête en ligne a débuté le 5 mai, pendant la période de confinement, et s'est terminé le 19 mai, huit jours après la sortie du confinement. La représentativité a été assurée par la méthode des quotas.

QUESTIONS POSÉES DANS L'ENQUÊTE SUR LE LOGEMENT ET LES CONDITIONS DE VIE

- Quelle est votre commune de résidence ?
- Avez-vous séjourné en dehors de votre résidence principale depuis le début du confinement ?
- Vivez-vous votre confinement : très bien ? Plutôt bien ? Plutôt pas bien ? Pas bien du tout ?
- Vos conditions de vie depuis le début du confinement vous incitent-elles à vouloir déménager ?
- Quelle est la surface du lieu où vous avez été confiné ?
- Combien de pièces comporte ce lieu ?
- Combien de personnes vivent dans ce logement, y compris vous-même ?
- S'agit-il d'un logement avec : jardin individuel ? Cour intérieure individuelle ? Jardin collectif ? Cour intérieure collective ? Balcon, terrasse ? Sans accès extérieur ?

HÉTÉROGÉNÉITÉ DU NIVEAU DE VIE DES MÉNAGES AU SEIN DE LA COMMUNE

L'hétérogénéité du niveau de vie des ménages au sein de la commune est mesurée à partir du rapport interdéciles, c'est-à-dire le rapport du niveau de vie des 10 % des ménages les plus aisés sur le niveau de vie des 10 % les plus modestes. Plus ce rapport est élevé, plus l'hétérogénéité est prononcée.

En la matière, les choix de lieu de résidence ont considérablement varié selon l'âge des répondants. Ainsi, les retraités ont été nombreux à vivre le confinement dans leur résidence principale (94 %). À l'inverse, les étudiants et les chômeurs sont ceux qui ont le plus souvent passé cet épisode hors de leur résidence principale (respectivement 17 % et 15 %).

Ces migrations temporaires répondent à une grande variété de situations et d'opportunités. D'une part, l'existence de solutions de repli : étudiants retournant chez leurs parents¹, jeunes couples jusqu'alors non cohabitants faisant le choix de traverser ensemble la période, travailleurs saisonniers retrouvant leur lieu d'origine, existence d'une résidence secondaire ou d'une maison de famille, etc. D'autre part, le souhait de ne pas se retrouver seul à affronter une période truffée d'incertitudes, et celui de disposer d'un habitat plus grand et plus confortable ont été d'autres éléments déclencheurs des migrations.

Les plus jeunes ont été plus nombreux à quitter leur lieu de résidence que leurs aînés. Chez les plus jeunes, l'Île-de-France constitue souvent une étape au début de leur parcours de vie. Plus souvent seuls ou célibataires, moins souvent parents ou propriétaires, la plupart d'entre eux n'ont pas véritablement d'ancrage au lieu d'habitation.

DE FORTES DISPARITÉS SELON LES MÉTIERS ET LES COMMUNES

Si les actifs occupés ont passé le confinement hors de leur résidence principale dans les mêmes proportions que l'ensemble de la population interrogée (11 %), il existe de fortes variations entre les groupes socioprofessionnels et les secteurs d'activité. Ce sont les artisans, commerçants et chefs d'entreprise, et, dans une moindre mesure, les cadres, qui se sont le plus souvent éloignés de leur résidence principale (respectivement 33 % et 14 %). Quant aux ouvriers et aux professions intermédiaires, ils ont plus souvent passé le confinement chez eux (respectivement 8 % et 9 % ont migré). Enfin, en la matière, les employés ne se démarquent pas des Franciliens dans leur ensemble (11 % ont passé le confinement en dehors de leur résidence principale).

Le profil social de la commune de résidence – défini à partir de deux critères : la médiane du niveau de vie des ménages et l'hétérogénéité du niveau de vie des ménages au sein de la commune – est fortement lié à la mobilité résidentielle observée lors du confinement. Ce sont les Franciliens habitant les communes les plus riches qui ont le plus souvent migré : ces derniers, résidant dans les communes dont le niveau de vie médian est supérieur ou égal à 31 500 €, ont été 17 % à changer de lieu de résidence, contre 9 % pour les Franciliens vivant dans les communes les plus modestes, où le niveau de vie médian est inférieur à 17 500 €. Ce phénomène a été d'autant plus marqué que l'hétérogénéité des niveaux de vie est prononcée dans la commune.

LES FACTEURS DIFFÉRENCIANTS DU VÉCU

Communes, genre, âge, groupes socioprofessionnels et secteurs d'activités, autant de facteurs qui ont eu, ou pas, une influence sur le vécu des Franciliens pendant le confinement.

La commune de résidence

Contrairement aux décisions de migration, les caractéristiques socio-économiques de la commune de résidence n'influent pas sur le ressenti de ses habitants. Un résultat qui suggère que les répondants ont exprimé un ressenti au regard de leurs conditions de vie habituelles et, aussi, de celles des personnes les environnant, parfois jugées moins bien loties.

Une très grande majorité des Franciliens affirme avoir bien vécu le confinement (83 %), un sur cinq assurant même l'avoir « très bien » vécu (19 %) ; un résultat homogène, que les répondants soient restés dans leur résidence principale ou non. Ceux qui ont séjourné hors de leur résidence principale ont, en effet, ni mieux ni plus mal traversé cette période que ceux restés chez eux.

En revanche, les conditions de logement et les aspects socio-démographiques ont bel et bien joué sur l'appréciation donnée par les répondants de leur qualité de vie durant le confinement.

Le genre et l'âge

Les femmes ont déclaré plus souvent que les hommes avoir moins bien vécu le confinement (18 % contre 15 %). Cette différence n'est pas homogène selon l'âge : chez les femmes de 18 à 49 ans, le sentiment de « mal vécu » diminue au fil des ans, puis augmente au-delà de 50 ans. À l'inverse, chez les hommes de plus de 50 ans, le « mal vécu » continue de baisser.

Par ailleurs, les chômeurs, les étudiants et les autres inactifs (hommes et femmes au foyer, personnes en incapacité de travailler...) sont ceux qui ont moins bien vécu cet épisode (respectivement 19 %, 23 % et 25 %).

Le groupe socioprofessionnel et le secteur d'activité

Comme les retraités, les actifs occupés semblent avoir moins mal vécu le confinement (respectivement 11 % et 16 % d'entre eux déclarent n'avoir pas bien vécu l'épisode). La situation est extrêmement hétérogène selon les professions : les artisans/commerçants et les chefs d'entreprise, les ouvriers et les employés ont plus souvent mal vécu la période que les cadres et les professions intermédiaires (respectivement 28 %, 20 % et 18 %, contre 13 % pour les deux dernières catégories citées). De fait, l'appréciation des conditions de vie reflète la diversité des situations professionnelles pendant le confinement : du côté des salariés, poursuite de l'activité pour certains, filet de protection du chômage partiel pour les autres ; tandis que les artisans-commerçants voyaient leur activité fermée et, à l'image des indépendants et de beaucoup de chefs d'entreprise, leur chiffre d'affaires stagner et l'horizon économique s'assombrir. Déjà ancienne, la

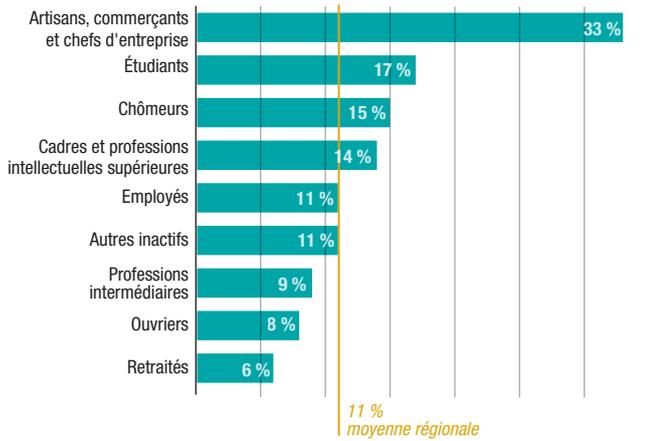


11 % DES FRANCILIENS ONT SÉJOURNÉ EN DEHORS DE LEUR RÉSIDENCE PRINCIPALE

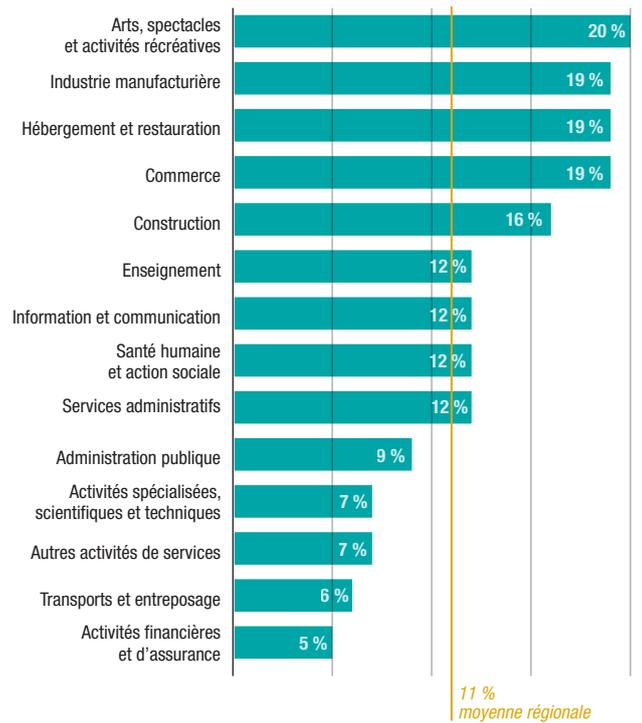
QUI SONT-ILS ET OÙ SONT-ILS ALLÉS ?

UNE PROPENSION À SÉJOURNER EN DEHORS DE LEUR RÉSIDENCE PRINCIPALE INÉGALE

• selon les groupes socioprofessionnels

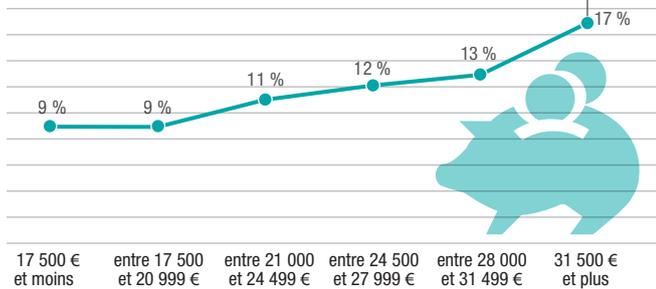


• selon les secteurs d'activité



• selon le niveau de vie médian de la commune de résidence

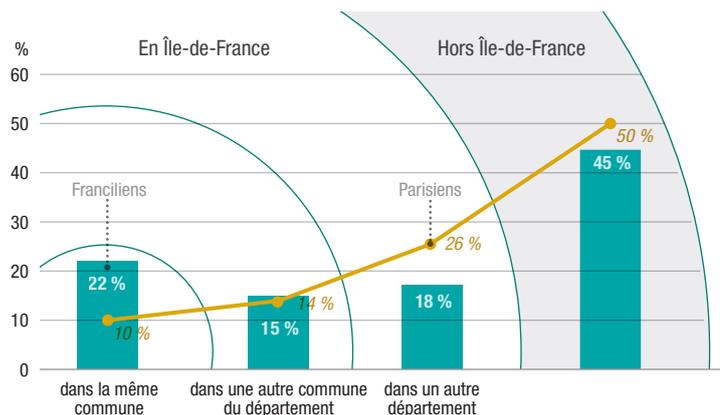
Dans les communes ayant un niveau de vie médian de 31 500 € et plus, 17 % ont séjourné hors de leur commune de résidence



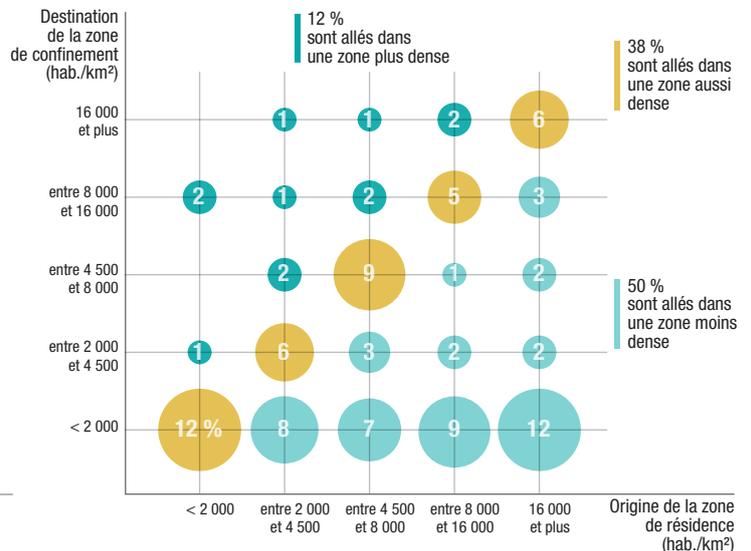
UN CONFINEMENT MAJORITAIREMENT EN ÎLE-DE-FRANCE ET EN ZONES MOINS DENSES

55 % des Franciliens ont séjourné en Île-de-France

50 % des Parisiens ont séjourné en Île-de-France



• Ils ont privilégié des zones moins denses



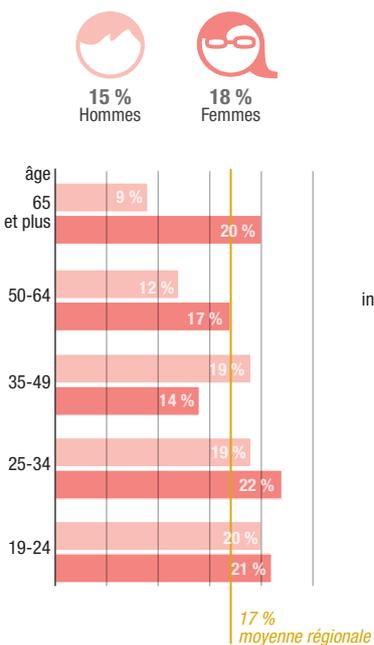


17 % DES FRANCILIENS N'ONT PAS BIEN VÉCU LE CONFINEMENT

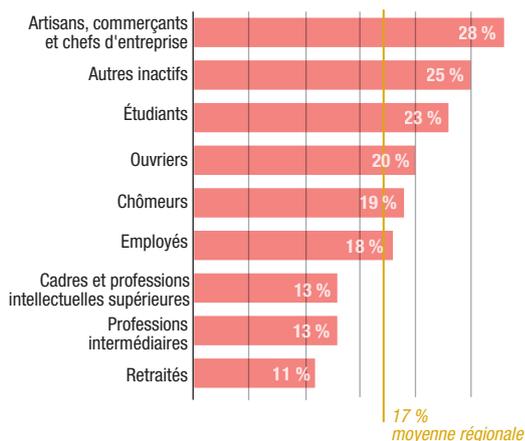
QUI SONT-ILS ET QUELLES ÉTAIENT LEURS CONDITIONS DE LOGEMENT ?

AVOIR MAL VÉCU LE CONFINEMENT, UN SENTIMENT INÉGALEMENT EXPRIMÉ

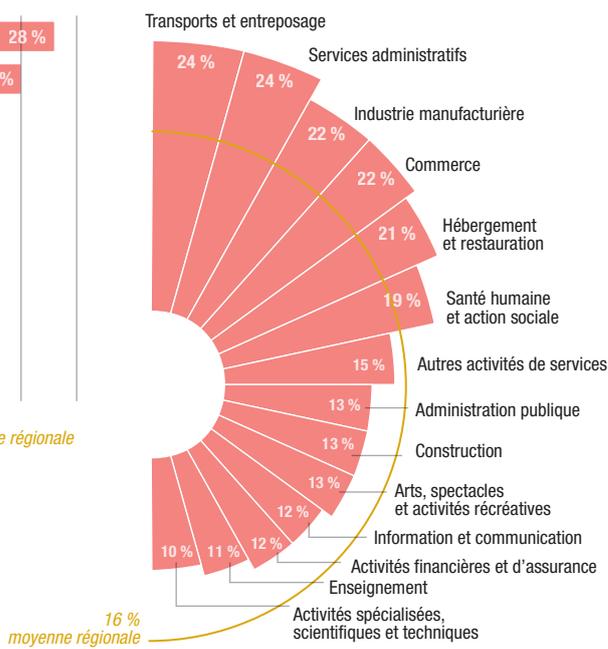
• selon le genre



• selon les groupes socioprofessionnels

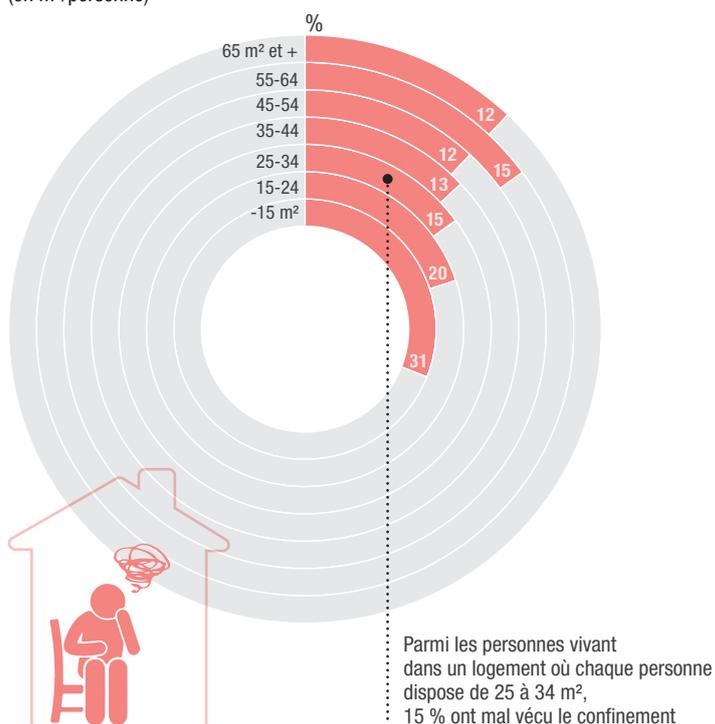


• selon les secteurs d'activité*

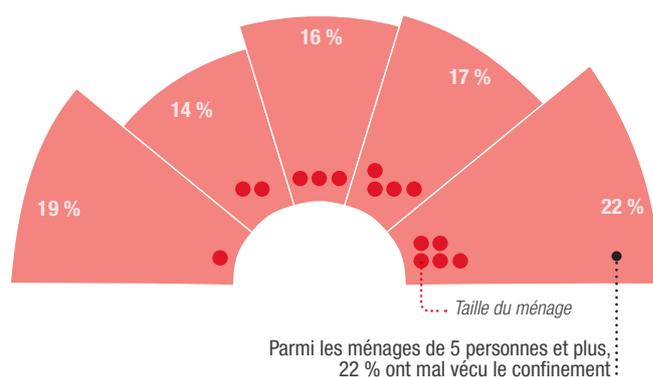


* Champ : actifs en poste

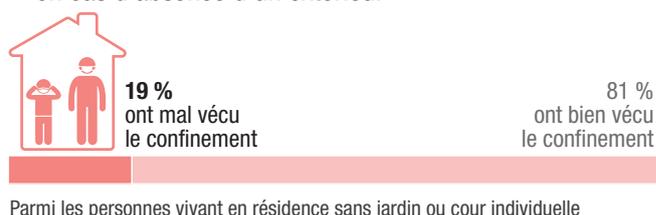
• selon la taille du logement (en m²/personne)



• selon la taille du ménage



• en cas d'absence d'un extérieur



précarisation des professions les moins qualifiées les a particulièrement exposées à la baisse d'activité : non-reconduction de contrat inattendue, arrêt des missions d'intérim...

Le ressenti varie également selon les secteurs d'activité : avec des salariés déclarant plus souvent avoir mal vécu la période dans les secteurs les plus en tension face à la crise et/ou dans ceux mis à l'arrêt par le confinement (services à la personne, santé et social, mais aussi production, acheminement des marchandises et commerce, et enfin, hébergement et restauration). À l'inverse, les personnes travaillant dans les secteurs des activités spécialisées, scientifiques et techniques, l'enseignement, les activités financières et d'assurance, l'information et la communication, les arts et spectacles, la construction et l'administration publique semblent avoir été plus protégées.

Les différences observées entre secteurs d'activité sont en grande partie la traduction de leur structure socioprofessionnelle. De plus, le télétravail, largement pratiqué chez les cadres, et dans une moindre mesure chez les professions intermédiaires, a constitué un facteur protecteur au cours du confinement, tandis que le chômage partiel a joué ce rôle pour les salariés des secteurs d'activité à l'arrêt. Enfin, la dégradation des perspectives économiques et des conditions d'emploi à venir varie également d'un secteur à l'autre et, par conséquent, n'a pas les mêmes répercussions sur le vécu des actifs de ces secteurs en difficulté.

ESPACE EXTÉRIEUR INDIVIDUEL ET TEMPS LIBRE

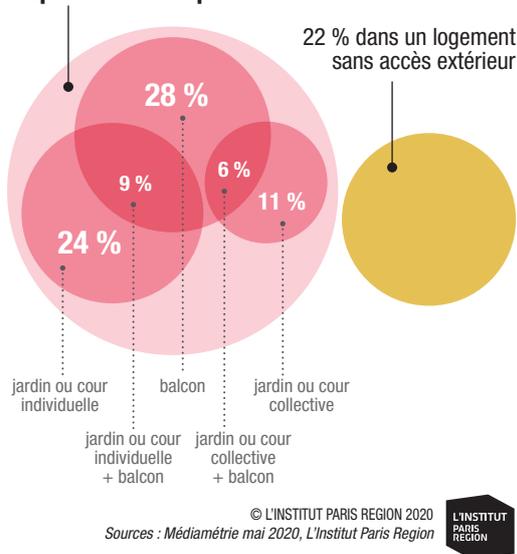
Pendant la période de confinement, les trois quarts des Franciliens interrogés ont cohabité dans un lieu de vie composé de trois pièces ou plus, disposant d'un jardin ou d'une cour individuelle (33 %) ou d'un balcon/terrasse (42 %). Un Francilien sur cinq a en revanche traversé la période dans un logement sans accès à l'extérieur.

Ceux qui disposaient d'un jardin ou d'une cour individuelle déclarent avoir moins mal vécu l'épisode que les autres (12 % contre 19 %). Le fait d'avoir un balcon n'a pas été un facteur de bien-être prépondérant par rapport à ceux vivant dans un logement ne disposant d'aucun espace extérieur. Ceux pour qui le confinement a permis de dégager du temps libre ont également mieux supporté cet épisode. Ils en ont majoritairement profité pour s'occuper de leur domicile (bricolage, jardinage, rangement...) et de leur famille, contribuant ainsi à améliorer leur bien-être.

LE « SURPEUPEMENT » FACTEUR AGGRAVANT

Les 22 % de Franciliens ayant habité seuls ou les 10 % à plus de quatre dans leur logement pendant le confinement déclarent avoir moins bien vécu la période (respectivement 19 % et 22 %) que les ménages de deux, trois ou quatre personnes (respectivement 14 %, 16 % et 17 %). L'enquête révèle aussi que, plus la surface par

78 % des Franciliens vivent dans un logement disposant d'un espace extérieur



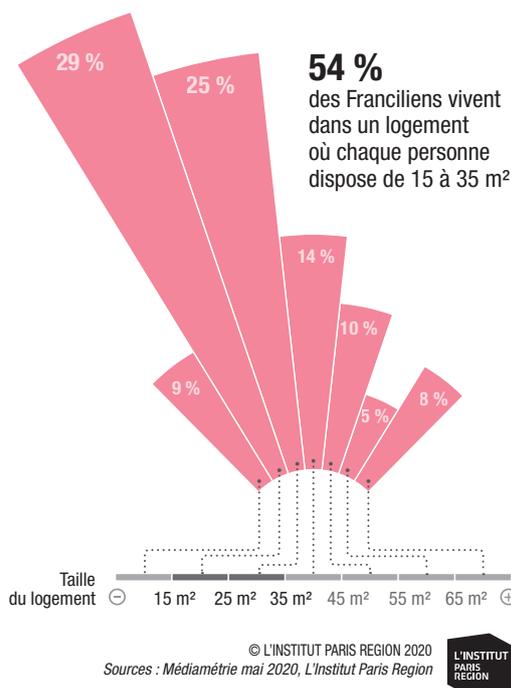
QUELLE PERCEPTION DU SURPEUPEMENT ?

L'enquête ne permet pas d'approcher directement la notion de surpeuplement. Cependant, le croisement de la surface du logement occupé pendant le confinement et le nombre de personnes présentes permettent d'approcher cette notion. Ainsi, les situations de surpeuplement recouvrent les cas suivants :

- une pièce de moins de 25 m² pour les personnes seules ;
- moins de 18 m² par personne ou un nombre de pièces inférieur au nombre d'occupants du logement pour les personnes ne vivant pas seules.

Dans l'échantillon, 22 % des Franciliens sont ainsi considérés comme ayant passé la période dans un logement surpeuplé.

Répartition de la population selon la taille de logement (en m²/personne)



personne dans un logement est réduite, plus la période a été difficile. Un quart des Franciliens vivant dans un logement en situation de surpeuplement ont ainsi mal vécu la période de confinement, contre 15 % chez ceux ayant passé l'épisode dans un logement adapté à leur configuration familiale. La moitié des personnes qui ont mal supporté le confinement vivent dans un logement où chaque personne présente dispose de moins de 25 m². De même, l'impossibilité de pouvoir s'isoler dans une pièce de son logement a été un facteur aggravant le « mal vécu ». Les personnes ayant traversé le confinement dans un logement comptant plus d'occupants que de pièces ont plus souvent déclaré avoir souffert de la période que les autres (21 % contre 14 %).

ENVIE D'AILLEURS ? OUI, MAIS...

Si l'enquête montre que près d'un tiers des Franciliens seraient prêts à déménager en raison de leurs conditions de vie pendant le confinement (31 %), cette proportion n'est guère différente de celle observée dans d'autres enquêtes, antérieures au confinement. Plus de la moitié d'entre eux aujourd'hui (57 %) avouent cependant qu'il s'agit d'un projet irréalisable.

Les Franciliens vivant dans un logement « surpeuplé » expriment davantage l'envie de déménager. La moitié d'entre eux déclarent le souhait de quitter leur logement, mais avec une forte proportion (49 %) avouant que ce projet est irréalisable. Enfin, 18 % des Franciliens vivant dans un logement « surpeuplé » attendent que les pouvoirs publics mènent en priorité des actions visant à améliorer les conditions de logement (contre 9 % pour les autres).

DEMAIN : QUELLES LEÇONS EN TIRER SUR LES CONDITIONS DE VIE ?

Cette période a mis en lumière nombre d'inégalités en matière de conditions de vie : assignation à résidence, éloignement domicile-travail, expérimentation ou intensification du télétravail, pertes de revenus plus ou moins amorties selon les dispositifs de protection sociale... Les résultats de cette enquête montrent que, quels que soient les territoires, les Franciliens déclarent avoir plutôt bien absorbé le choc du confinement. Parmi les personnes ayant le plus mal traversé cette période se trouvent les actifs des secteurs « en première ligne » ou, à l'inverse, ceux frappés de plein fouet par le confinement, mais aussi ceux peu propices au maintien d'une activité professionnelle à distance ou inéligible au chômage partiel. Caisse de résonance des inégalités sociales en Île-de-France, les conditions de logement² ont également eu un impact sur le vécu des Franciliens au cours de ces huit semaines. Comment ces réalités interpellent-elles les pouvoirs publics et les acteurs privés dans leurs politiques sociales, économiques et d'aménagement du territoire ?

Préoccupés par la situation économique et l'urgence sanitaire, seuls 11 % des Franciliens déclarent que les conditions de logement devraient constituer une priorité d'action des pouvoirs publics à la sortie du confinement. Leur vécu, décrypté grâce à cette enquête, laisse pourtant peu de doute quant à la nécessité de poursuivre les actions engagées pour freiner l'exacerbation des inégalités sociales. Mais à quel point cette expérience suscitera-t-elle des changements durables dans la vie quotidienne des Franciliens ? Et dès lors, comment concilier les aspirations individuelles (maison, logement plus grand, moins de densité...) et le mieux vivre ensemble dans des espaces aux vulnérabilités multiples (artificialisation des espaces, approvisionnements en biens de première nécessité, maintien d'une offre de santé, maintien de l'emploi, cohésion sociale...) ? ■

François Michelot, démographe
département Société et habitat (Martin Omhovére, directeur)

RESSOURCES

- Les Franciliens et la Covid-19, Travail, loisirs, consommation, vie sociale : ce qu'ils ont vécu, veulent changer ou garder, L'Institut Paris Region, juin 2020.
- Brajon Delphine, Le confinement, accélérateur du télétravail ? *Note rapide* n°866, L'Institut Paris Region, octobre 2020.
- Population présente sur le territoire avant et après le début du confinement, résultats consolidés, Insee, Note d'analyse, mai 2020.
- CoviPrev - Covid-19 : une enquête pour suivre l'évolution des comportements et de la santé mentale pendant l'épidémie, Santé publique France, septembre 2020.
- Les Français et leur logement, Étude Elabe - Crédit foncier, février 2018.
- Logement, consommation, travail : face au confinement, les Français s'adaptent et en profitent pour revoir leurs habitudes, Étude Ifop - BNP Paribas Real Estate, avril 2020.

Ressources en ligne de L'Institut Paris Region sur la Covid-19

www.institutparisregion.fr/covid-19

1. Rappelons que le confinement à compter du 16 mars a été annoncé le vendredi de la veille du 1^{er} tour des élections municipales, ce qui a pu accentuer le retour des plus jeunes chez leurs parents, dans la commune où ils sont inscrits initialement.
2. Référence : M. Sagot, 2019, Gentrification et paupérisation au cœur de l'Île-de-France.

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Fouad Awada

DIRECTRICE DE LA COMMUNICATION

Sophie Roquette

MAQUETTE

Jean-Eudes Tilloy

INFOGRAPHIE/CARTOGRAPHIE

Laurie Gobled

MÉDIATHÈQUE/PHOTOTHÈQUE

Inès Le Meledo, Julie Sarris

FABRICATION

Sylvie Coulomb

RELATIONS PRESSE

Sandrine Kocki

33 (0)1 77 49 75 78

L'Institut Paris Region

15, rue Falguière
75740 Paris cedex 15
33 (0)1 77 49 77 49

ISSN 2724-928X
ISSN ressource en ligne
2725-6839



institutparisregion.fr

